

# MANIFESTATION A AUCH PATTE D'OIE 10 H



## GRÈVE ET MANIFESTATION LE 22 MARS

Nous appelons l'ensemble des personnels enseignants, administratifs, sociaux et de santé à se mettre toutes et tous en grève le 22 mars et à participer à la manifestation, avec l'ensemble des fonctionnaires.

### Manifestation à Toulouse

Départ Compans à 14H, direction Monument aux Morts (Combattants)  
AG Education le matin avant la manifestation

### CONTRE LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS POUR LA DÉFENSE DES AGENTS ET DES STATUTS

**Tous et toutes mobilisés le jeudi 22 mars**

Le gouvernement accélère la destruction du service public et de l'emploi. Avec l'opération Action Publique 2022, il annonce la privatisation des services publics tous azimuts. Il remet même en cause le baccalauréat...

Pour tous les fonctionnaires, il met en place la rémunération au mérite contre la prise en compte de l'ancienneté. Il remet en cause les statuts dans les 3 versants de la fonction publique.

A la SNCF, il annonce la suppression du statut des cheminots tout en poursuivant la fermeture des lignes de proximité en privatisant le service. C'est la même logique qui a conduit aux ordonnances Macron : celle des intérêts du patronat, contre les salariés, contre les fonctionnaires.

**120 000 suppressions d'emploi**  
dans toute la fonction publique  
et plan de départ volontaire  
= abandon des missions de service public !

**Rémunération au mérite**  
= salaire à la tête du client

**Précarité généralisée**  
Avec 1 million de contractuels actuellement  
c'est la voie tracée vers la fin du statut

### Sans compter toutes les mesures régressives en cours :

**Gel du point d'indice  
et augmentation des  
cotisations**  
= salaire en baisse

**Rétablissement du  
jour de carence**  
= travailler malade

**Suppression de  
166 000 emplois  
aidés**

**Augmentation de  
la CSG**  
= 20 à 80 € en  
moins par mois

Sans oublier le sort fait aux pensionnaires des maisons de retraite, les attaques sur le système de retraite par répartition, ou l'augmentation du temps de travail pour les territoriaux et à l'hôpital...

La liste est longue : les raisons de se mobiliser par la grève et la manifestation sont nombreuses comme l'ont fait les personnels pénitentiaires, ceux des EHPAD et des salariés du public et du privé qui rejettent massivement la destruction de leurs droits.

### Nous exigeons :

- Un dégel immédiat du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies
- L'arrêt des suppressions de postes et la création d'emplois statutaires dans les services
- Un nouveau plan de titularisation des précaires (contractuel-le-s)
- Le respect de l'égalité professionnelle
- L'abrogation du jour de carence
- La pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers

## **Enseignement : Suppressions de postes, fermetures de classes et de divisions, Parcoursup, Bac, réforme du lycée et de l'apprentissage, attaques contre l'école, contre les statuts, contre le service : tout est lié !**

Le discours consensuel que s'évertue à adopter M. Blanquer, ne saurait nous abuser. Les faits sont têtus et la réalité bien différente des effets d'annonce.

Le ton a été donné par le premier budget du ministère Blanquer qui ne crée aucun emploi dans l'éducation nationale. Il en supprime 2600 dans le second degré et 200 chez les administratifs. Il diminue de 10% le nombre de fonctionnaires stagiaires 2018-2019, n'hésitant pas ainsi à grever l'avenir et à préparer une saignée supplémentaire en 2019. Il impose le recrutement de contractuels pour ne pas recruter des fonctionnaires stagiaires. Il répond à une commande et prépare ainsi le recrutement massif de contractuels en lieu et place de fonctionnaires.

Ce faisant, il ne fait qu'appliquer l'intégralité de la politique du président Macron comme il avait exécuté celle du Président Sarkozy. Au poste de recteur puis de directeur de la Dgesc, n'a-t-il pas méthodiquement et consciencieusement supprimé 80 000 postes !

### **Pour le premier degré :**

- Loin d'améliorer les conditions de travail des personnels et d'accueil des élèves, la carte scolaire pour la rentrée 2018 est inacceptable. +1500 élèves sont prévus pour 130 postes dans le 31 en dépeçant les départements voisins. Mais 52 classes sont fermées ou bloquées et seules 43 sont ouvertes. 48 postes sont affectés au dédoublement des CP-CE1. Les ouvertures nécessaires, les postes de remplaçants, les établissements spécialisés, la restauration des RASED et la formation continue attendront-ils encore et toujours ?

- Les « CP à 12 » ont un effet trompeur auprès de l'opinion publique qui peut croire à un effort sans précédent du gouvernement. Or, nous savons bien que cette mesure n'est pas financée et se met en place par une suppression massive des postes de Plus de Maîtres que de classe, en prenant sur les moyens de remplacement, de formation, d'ouverture de classe. Cette mesure se heurte de plus aux problèmes des locaux.

### **Pour le second degré :**

Dans sa réforme de la formation professionnelle initiale, le gouvernement s'attaque aux lycées professionnels. Sa campagne en faveur de l'apprentissage aux dépens de la formation sous statut scolaire en usant de chiffres partiels ne prend pas en compte la réalité. Il entend mêler de façon tout à fait inappropriée les jeunes sous statut scolaire et ceux sous statut d'apprentissage. Enfin, le gouvernement entend remplacer la qualification professionnelle, reconnue dans les conventions collectives en termes de salaire notamment, par les blocs de compétences qui par nature ne le sont pas.

Le projet de réforme du baccalauréat le transforme en un diplôme d'établissement et place les lycéens dans un dispositif de parcours individuels sélectifs en fonction des attendus de chaque université. C'est la fin du baccalauréat comme premier diplôme universitaire et ouvrant droit à la formation universitaire de son choix.

### **Pour le supérieur :**

Le gouvernement a fait voter la loi Vidal contre le droit de chaque bachelier à accéder à l'enseignement supérieur. Cette loi s'accompagne des projets de regroupements et fusions qui font exploser le cadre national. Sous couvert d'orientation, les jeunes suivraient dès la rentrée prochaine des « parcours personnalisés ». C'est la fin des diplômes universitaires. Asphyxiées budgétairement, les universités sont sommées de faire le tri des étudiants, des formations, des recherches alors qu'elles ont besoin de postes.

### **Pour les administratifs, les personnels de santé et sociaux :**

Avec la hausse du nombre d'élèves et l'ouverture de 2 établissements, la dotation est de 2 ETP. Les postes seront pourvus par redéploiement. Le nombre de postes est pourtant notoirement indigent pour faire face aux charges de travail qui s'accroissent.

La montée en charge du RIFSEPP renforce l'individualisation des salaires et l'arbitraire.

### **Nous exigeons :**

- ❑ Ouverture des classes, non aux fermetures, création des postes nécessaires, titulaires remplaçants à la hauteur des besoins, non à la fusion des différentes spécificités et missions des agents ;
- ❑ Développement des postes et structures spécialisées ;
- ❑ Maintien du bac, premier grade universitaire donnant accès à l'université de son choix. Non à parcours sup ;
- ❑ Maintien des lycées professionnels et de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire ;
- ❑ Défense des formations diplômantes et des qualifications.